

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Références : D3i n° 2022-876
Code AIOT : 0005701638

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 06/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX EST St Brice

12 avenue des Chenevières
51370 ST BRICE COURCELLES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2022 dans l'établissement ONYX EST St Brice implanté 12 avenue des Chenevières 51370 ST BRICE COURCELLES. L'inspection a été annoncée le 13/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre de l'action régionale dans les centres de Tri, transit et regroupement de déchets. L'objectif de cette action est de contrôler les modalités d'entrées et de sorties des déchets au sein des centres et de vérifier les dispositifs de prévention et d'intervention en cas d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST St Brice
- 12 avenue des Chenevières 51370 ST BRICE COURCELLES
- Code AIOT : 0005701638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Saint-Brice-Courcelle est exploité par la société VEOLIA. Cet établissement de tri et valorisation de papiers, cartons et plastiques a été autorisé par l'arrêté préfectoral n° 97 A 33 IC en date du 16/05/1997, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2010-APC-28-IC du 08/02/2010 et n° 2017-APC-55-IC du 29/05/2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets (arrêté ministériel du 31/05/2021)
- Procédures et d'admission et modalités de stockage (arrêté ministériel du 06/06/2018)
- Modalité de gestion du risque incendie (arrêté ministériel du 06/06/2018)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Typologie déchets	Arrêté Préfectoral du 16/05/1997, article 1.1	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
4	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b	/	Sans objet
5	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1	/	Sans objet
6	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d	/	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10	/	Sans objet
9	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection du 06/10/2022, l'inspection a relevé des écarts à la réglementation pour lesquels l'exploitant a mis en oeuvre des mesures permettant une mise en conformité du site. Par courrier en date du 28/10/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection les justificatifs ainsi qu'un reportage photographique attestant des actions mises en oeuvre.

Après étude de ce courrier, l'inspection des installations classées ne propose pas de suite à cette visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/1997, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, valorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Quels sont les typologies de déchets pris en charge ?
Constats : L'exploitation prend en charge les déchets suivants: - papier/carton: 6000 à 7000 t/an - matières plastiques: 800 t/an - bois (écomobilier): 40 t/an en transfert vers la communauté urbaine du Grand Reims L'exploitation n'accepte plus de déchets verts, de métaux et de verre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
Constats : Présence du registre chronologique des déchets entrants : OUI L'ensemble des informations ci-dessous sont présentes : NON - La date de réception du déchet: OUI - La dénomination, nature et quantité: OUI - La dénomination usuelle du déchet: OUI - Le code du déchet entrant: OUI - Le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets: OUI - La quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3: NON. Par courrier en date du 28/10/2022, l'exploitant a indiqué avoir demandé la modification du logiciel auprès de son service informatique. Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets: OUI - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets: OUI, uniquement pour les entreprises françaises - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets: OUI - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à REP: OUI, l'exploitation reçoit du bois de la filière ECOMOBILIER - La raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de réception: NON CONCERNE - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de réception: OUI Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement : - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement: OUI La zone de chalandise prescrite dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/10/2017 est de 150 km autour du site. Après étude des extractions transmises par l'exploitant, il s'avère que la société HALBOUT SERVICE est située en dehors de la zone de chalandise. Par courrier en date du 28/10/2022, l'exploitant a transmis la liste des communes clientes du prestataire HALBOUT SERVICE. Il s'avère que la zone de chalandise est bien respectée et que l'adresse indiquée était celle du siège social de la société HALBOUT SERVICE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2022, registre des déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes
Constats : Présence du registre chronologique des déchets sortants : OUI L'ensemble des informations ci-dessous sont présentes : NON la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet: OUI Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet: OUI - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement: OUI - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3: NON. Par courrier en date du 28/10/2022, l'exploitant a indiqué avoir demandé la modification du logiciel auprès de son service informatique. Concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement: OUI - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement: OUI - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets: OUI, le code INSEE est uniquement indiqué pour les entreprises françaises Concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement: OUI - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement: OUI - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant: OUI Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié: OUI - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié: OUI - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement: OUI Les déchets triés sont envoyés vers des sites de valorisation matières ou énergétiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III a et b
Thème(s) : Autre, Contrôles à l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement. b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.
Constats : L'exploitant a mis en place un dispositif d'information préalable nommé pré-FIPA (fiche d'information préalable). L'installation comporte une aire de déchargement pour la réception des déchets où est réalisé un contrôle visuel des déchets. Chaque admission est enregistrée par l'outil applicatif AGAP-mobile, mis en place depuis presque 2 ans par le groupe VEOLIA en France. A l'entrée du site, le transporteur doit badger et un contrôle visuel est réalisé par le chef de site. Via cette même application, un ticket dématérialisé est transmis par l'espace client au transporteur du déchet. En cas de non-conformité, une photographie est également transmise pour justifier du refus de prise en charge du déchet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV alinéa 1
Thème(s) : Autre, Identification des différents Entreposages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. - Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
Constats : Le jour de la visite, il est constaté l'utilisation de balles de cartons dans la continuité du mur coupe-feu sur la zone de stockage extérieure. Par courrier en date du 28/10/2022, l'exploitant a transmis un reportage photographie montrant la mise en conformité de la zone de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion des anomalies à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-III c et d
Thème(s) : Autre, Procédure de refus
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.
Constats : Les anomalies à l'admission sont gérées via l'outil AGAP-mobile du groupe. Le chef de site prend des photographies en cas de non-conformité et les enregistrer dans le fichier client afin de justifier du refus de déchets. Lors de la visite, le chef d'équipe a été en capacité d'expliquer à l'inspection les procédures de réception et de contrôle mis en place par le groupe VEOLIA. Pour les mois de juillet, août et septembre 2022, 846 pesées (réception de camion) ont donné lieu à des déclassements ou des refus de prise en charge.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ol style="list-style-type: none">1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m ³ /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

Constats :

Un test de situation d'urgence est réalisée chaque année et fait l'objet d'un enregistrement. Le dernier exercice a été réalisé le 15/05/2022.

Un poteau incendie est présent sur le domaine public et est accessible par les services de secours. Par courrier de novembre 2019, la communauté urbaine du Grand Reims a garanti le débit de 6 m³/h à l'exploitant.

Le jour de la visite, il est constaté que:

- l'extincteur 34 n'est pas accessible;
- l'alimentation en eau du RIA 2 est écrasée et déformée, une fuite est visible;
- la vanne de disconnexion au réseau n'est pas facilement identifiable car la végétation a envahi ce secteur de l'exploitation;
- le site ne possède pas de réserve de sable meuble ou matériaux assimilés;
- les dispositifs de lutte contre l'incendie sont contrôlés annuellement. Néanmoins, le rapport de la société CHUBB en date du 12/08/2022 indique de 2 appareils sont sortis du parc. L'exploitant n'est pas en capacité de s'assurer du remplacement de ceux-ci.

Par courrier en date du 28/10/2022, l'exploitant a transmis les éléments de mise en conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10

Thème(s) : Autre, Installations électriques et mise à la terre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de contrôle réalisé par la société APAVE en date du 02/02/2022. Des devis ont été réalisés afin de mettre en conformité les installations électriques. Au jour de la visite, les travaux ne sont pas réalisés.

Par courrier en date du 28/10/2022, l'exploitant a informé l'inspection de la mise en conformité des installations par la société SEEI JOLY. Un nouveau contrôle de la société APAVE est prévu le 03/11/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Autre, Isolement du réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un incendie ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie [...]. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.
Constats : Le système d'isolement fait l'objet d'une vérification annuelle. Le dernier contrôle a été réalisé par la société APAVE le 22/02/2022. L'exploitant a présenté un plan des emprises inondables en date du 24/08/2016. Les installations n'ayant pas été modifiées, ce plan est toujours en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet